

Clergé
Toulouse

Assemblée nationale

2815

abbé Bernadet,
Curi de S^t Etienne

Lettre de protestation contre
l'incartade del'abbé Deriat, son
vicaire, qui avait, en chaire, attaqué
la Const^{on} civile du Clergé'.

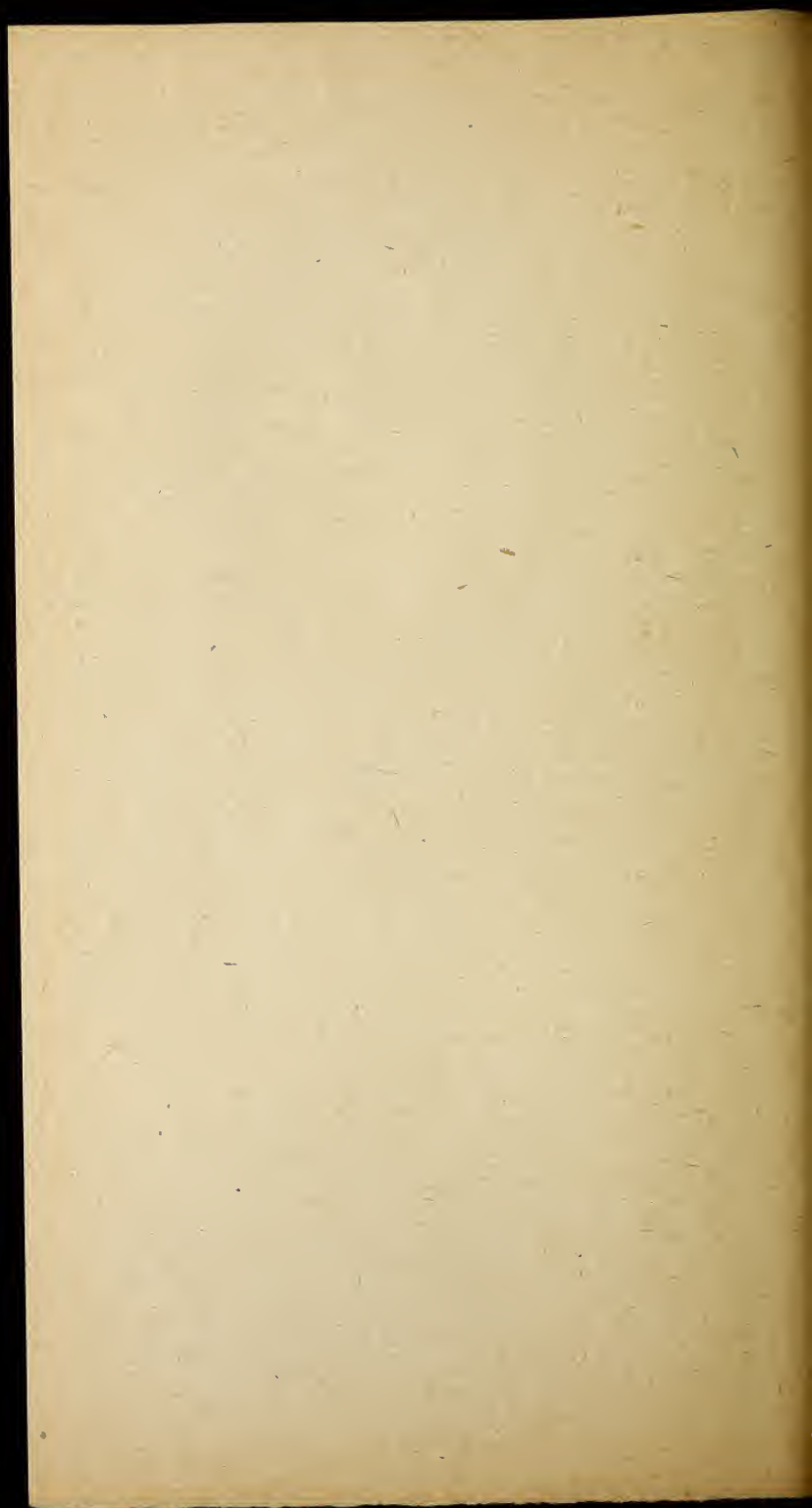
11 aout 1790

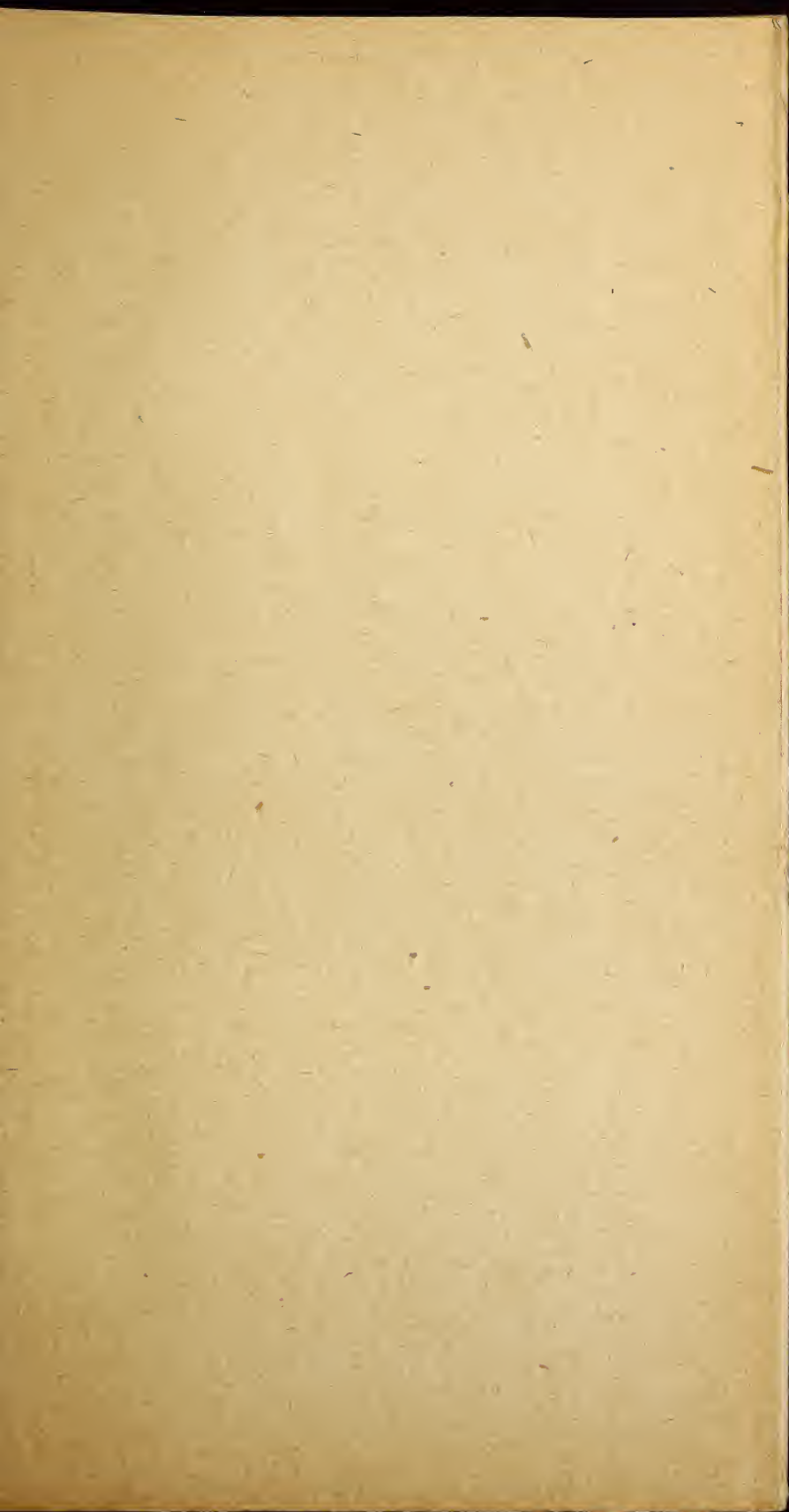
Toulouse

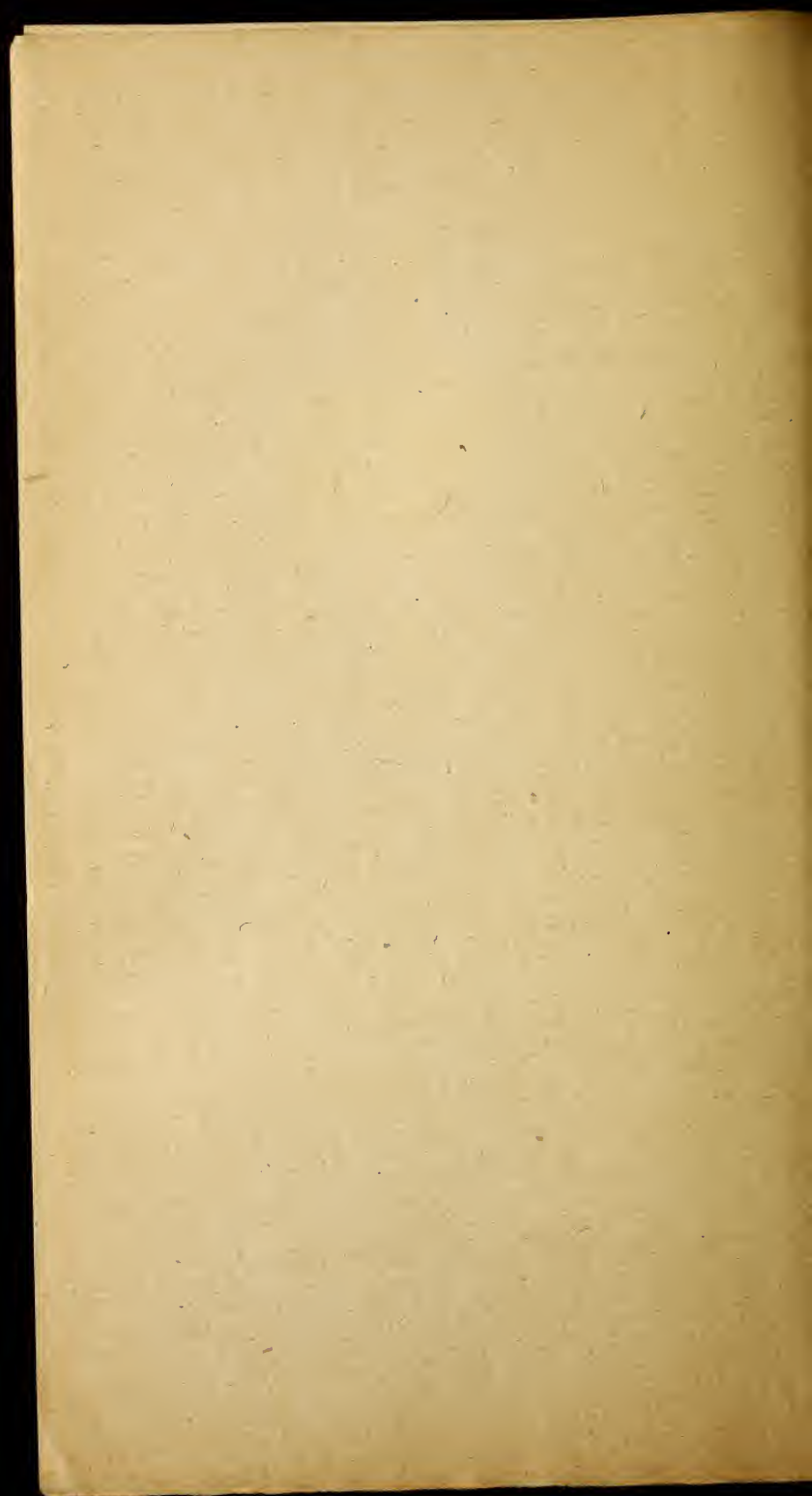
1790



FRC 1.2815.1







5

2815

CERTIFICAT

DE M. LE CURÉ

DE SAINT ÉTIENNE ,

ADRESSÉ à MM. les Maire & Officiers
Municipaux , & Légionnaires de la
ville de Toulouse , +

En date du 11 Août 1790.

JE soussigné , Curé de St. Etienne , certifie en
vérité , où & pardevant qui il appartiendra , pour
ma justification , n'avoir su en aucune maniere ,
directement ou indirectement , que M. l'Abbé
Dirat , Vicaire de St. Etienne , ma Paroisse , dût
lire publiquement en chaire une formule de con-
secration à la Vierge non approuvée par l'Eglise
& composée par un ANONYME ; que ma surprise
& mon étonnement furent des plus grands , de
lui en entendre faire la lecture , prosterné & à
genoux , ayant fait prosterner tout l'auditoire qui
fut en rumeur , & ayant fait dire à la fin de la
prière , dites tous , AINSI SOIT-IL ; que quant à
moi , pour que , de ma présence purement passive
(comme disant la Messe de Paroisse) on ne pût
en inférer aucun signe d'acquiescement de ma
part , je demeurai toujours fixé à ma place , sans

+ Cette pièce se trouve déjà dans la pièce n° 3. p. 13.

me bouger , le bonnet sur la tête , & n'ayant pu m'empêcher de donner des signes d'improbation , à cause de certaines expressions trop fortes que renferme ladite priere , aimant mieux cependant attribuer cette démarche de M. l'Abbé Dirat à un excès de zele , qu'à une mauvaise volonté.

Certifie de plus que , quant aux Décrets de L'ASSEMBLÉE NATIONALE qui m'ont été portés pour être lus au Prône de la Messe paroissiale , je les ai toujours lus avec la plus grande exactitude , pénétré du respect & de l'obéissance qui sont dus à la Loi.

En effet , tous les hommes qui ont la raison & la Religion pour partage , doivent professer ce principe incontestable , qui est de soumettre leurs actions extérieures à l'ordre établi , lorsque les dispositions qui en émanent , portent le caractère d'un Décret de L'ASSEMBLÉE NATIONALE sanctionné par le Roi. Nulle société ne peut exister sans cette soumission qui détermine uniquement nos rapports dans l'ordre social. Qui pourroit calculer tous les inconvéniens qui résulteroient de l'indépendance que chaque Citoyen pourroit s'arroger dans l'exécution des devoirs qui lui sont imposés , ou dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées ? Ce seroit la dissolution de toute société & la plus funeste anarchie. En tout ce qui regarde & appartient à l'ordre de la Religion , à l'enseignement de la foi , aux regles de la discipline canonique

que , nous ne devons rien faire que par l'ordre & l'autorité de nos Supérieurs Ecclésiastiques : mais lorsque nous sommes appelés à publier des Lois civiles & politiques , ce n'est plus un ministère spirituel que nous exerçons , c'est une espèce de Magistrature qui nous honore , & que l'autorité publique nous confie pour donner une plus grande notoriété à ces Décrets.

Certifie en outre que personne n'est plus pénétré que moi de l'obligation du serment civique qui a retenti dans le champ de la Confédération , & presque aussi-tôt dans toute la France , auquel notre Auguste Monarque & les Législateurs de la Nation ont donné la sanction la plus solennelle. En conséquence , JE JURE ET PROMETS D'OBÉIR A LA NATION, A LA LOI ET AU ROI, ET DE MAINTENIR DE TOUT MON POUVOIR LA CONSTITUTION DÉCRÉTÉE PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE , ACCEPTÉE OU SANCTIONNÉE PAR LE ROI.

Si la Religion ordonne toujours comme un des premiers devoirs , l'obéissance à l'autorité légitime , jamais ses Ministres , qui doivent être pénétrés des sentimens qui animent tous les bons Français , n'ont dû réclamer cette obéissance avec plus de succès , qu'au moment où les Représentans de la Nation s'occupent des droits & du bonheur de chaque individu ; & ce ministère est sans doute bien glorieux & bien doux , qui n'exige de soumission que pour un gouvernement & une Constitution qui ne font qu'é-

carter d'une main sagement hardie , les abus qui défiguroient tous les états & affectoient le Monarque.

Puisse cette Constitution dissiper toute méfiance & toute inquiétude sur le sort de la chose publique ! & rapprochant l'époque fortunée des plus beaux jours de la Nation & de la Religion , combler le bonheur du Monarque chéri , Restaurateur de la liberté Française ! Puissent ceux qui ont beaucoup à perdre , convaincus qu'une contre-révolution est désormais impossible , s'empressez de sacrifier leur propre intérêt , pour sauver du naufrage des biens plus réels & plus précieux , se joindre au peuple pour arriver plus promptement au but , pour restituer aux Lois cette autorité tutélaire , sans laquelle il ne peut y avoir ni sûreté , ni liberté , pour ramener parmi nous la paix & la concorde ; elle ne peut résulter que de la prudence , de la circonspection & plus encore de l'harmonie. Si elle est troublée par différens systèmes , puissent-ils se réunir tous en un seul , qui n'ait pour base que le bien public ! Mais sans l'union , sans l'abnégation des intérêts privés , sans le silence des passions , en vain auroit-on renversé l'édifice des abus , ils se reproduiroient sous de nouvelles formes.

Confiance en Dieu , constance , fermeté & union , voilà les sources de notre bonheur , & ai signé.

BÉRNADET , Curé de Saint Etienne.

